



4 novembre 2020. Audition de Denis MASSEGLIA, Président du Comité National Olympique et Sportif par la Commission de la Culture du Sénat.

## **Sport : Denis Maseglia « désespéré par le manque de considération » du gouvernement**

Denis Maseglia : « Nous avons un vrai problème de considération du sport de la part des dirigeants »

**Auditionné par la commission de la culture du Sénat, le président du Comité national olympique et sportif français dresse le constat d'une grave crise pesant sur le monde du sport français, et met en cause la gestion gouvernementale.**

Le 04 nov 2020

Par Marylou Magal [@@marylou\\_magal](https://twitter.com/marylou_magal)

« Nous avons un vrai problème de considération de la chose sportive de la part des élites qui dirigent la nation ». C'est le constat du président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) Denis Maseglia, auditionné, ce mercredi, par la commission de la culture du Sénat. « Le secteur du sport est désormais durablement atteint par la crise, et le confinement ne devrait pas arranger la situation », amorce le président de la commission Laurent Lafon. « La menace qui pèse sur les fédérations et les clubs est grave, et cela a relancé le débat sur la place secondaire accordée au sport dans notre pays, alors même que la pratique du sport constitue une prévention face au virus. » Les sénateurs de la commission le soulignent : depuis mars dernier, la pandémie de Covid-19 et les mesures sanitaires mises en place par le gouvernement pour la contrer ont eu de lourdes conséquences sur les acteurs du monde sportif dans l'hexagone.

Un constat largement partagé par Denis Maseglia, qui identifie trois éléments dans la crise rencontrée par le monde du sport. Le sport professionnel d'abord, mis à l'arrêt lors du premier confinement, continue cette fois, mais de manière inégale. « On distingue les sports comme le football et le rugby, qui ont d'importants droits TV, et ceux qui n'en ont pas, comme le basket, dont les championnats pourraient être suspendus », détaille le président du CNOSF. Le sport semi-professionnel, ensuite, est confronté à une autre problématique. N'étant pas concerné par une obligation gouvernementale de suspendre son activité, l'arrêt de celle-ci résulterait d'une décision fédérale, et ne donnerait lieu à aucun soutien financier. « Or sans billetterie, sans partenariats et sans recettes TV, cela coûte plus cher de continuer que d'arrêter pour les semi-professionnels, qui sont face à une équation insoluble », résume-t-il.

**« Le sport est essentiel pour le lien social »**



4 novembre 2020. Audition de Denis MASSEGLIA, Président du Comité National Olympique et Sportif par la Commission de la Culture du Sénat.

Denis Masegla pointe du doigt une autre problématique : le manque de considération accordée par le gouvernement à l'activité sportive associative. « Pour Bercy, le sport français n'existe qu'à partir de ce qu'il peut rapporter de manière tangible à l'Etat. Le gouvernement ne prend donc qu'en compte le sport professionnel et les associations employeurs, laissant de côté les 125 000 associations sportives qui ne rapportent pas de monnaie sonnante et trébuchante. Elles sont pourtant essentielles pour la création de lien social, l'apport en éducation et l'apport en santé », revendique-t-il, annonçant une problématique à venir de gestion de ces sports amateurs dès la fin de la pandémie. Dernier point souligné par le président du CNOSF : la menace pesant sur le sport professionnel féminin. « Sans plan de sauvetage, le sport professionnel féminin, déjà mis à mal, risque de disparaître », soutient-il, appelant le gouvernement à réagir.

« Le sport est en détresse. Nous sommes désemparés par le peu de considération dont nous sommes l'objet, alors que nous avons un rôle important par rapport à la nation », plaide Denis Masegla. Une situation qui pourrait, selon lui, être rectifiée du côté de Matignon. « 2 milliards d'euros ont été annoncés pour la culture, et c'est tant mieux, mais qu'y a-t-il eu pour le sport, en comparaison ? On est en droit d'attendre des arbitrages de la part de Jean Castex pour qu'il puisse y avoir une aide à la hauteur du rôle du sport dans ce qu'il apporte à la nation », affirme-t-il, répondant à une question du sénateur socialiste Jean-Jacques Lozach. Et le président du CNOSF de mettre en garde le gouvernement : « On ne portera pas de gilets jaunes, on ne descendra pas dans la rue, ce n'est pas notre culture. Mais dans tous les clubs, il y a des citoyens qui ont envie que leur rôle soit reconnu, et en ne les reconnaissant pas, on en fait des révoltés contre le système. Le manque de considération d'aujourd'hui ne doit pas laisser place au mépris demain. »

Publié le : 04/11/2020 à 12:41 - Mis à jour le : 04/11/2020 à 17:14